

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES

Validation formelle du projet de requalification du site porté par le CCAS dans le cadre de la gestion de son patrimoine

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Maison d'enfants Marie Caizergues, établissement public communal, se trouve aujourd'hui en grande partie désaffectée, n'abritant plus que quelques locaux administratifs et techniques. En effet, le choix a été fait à la fin des années 90 de modifier le fonctionnement de l'orphelinat dans son mode d'hébergement (petites unités), la moyenne d'âge des enfants ayant augmenté au fil des ans.

Au regard de cette désaffectation partielle, le CCAS de la Ville de Montpellier, dans le cadre de la gestion de son patrimoine, a pour ambition la reconversion du site permettant son optimisation fonctionnelle dans le cadre d'une procédure judiciaire visant la modification des conditions des charges du legs de Marie Caizergues. Cette reconversion permettra en outre la restitution *in situ* des locaux nécessaires à l'activité demeurante de l'établissement public historique.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration de l'établissement public Marie Caizergues a délibéré en date du 20 avril 2016, approuvant ainsi la désaffectation des locaux du site, le retour de l'ensemble du patrimoine dans celui du CCAS, et la conservation des locaux nécessaires au fonctionnement administratif, technique et d'accueil des usagers et de leurs familles.

Sur la base de l'article L 2241-5 du Code général des collectivités territoriales, les changements d'affectation des locaux appartenant à des établissements publics communaux doivent faire l'objet d'un accord du Conseil Municipal de la commune de tutelle pour être exécutoires.

Le Conseil d'administration du CCAS sera également amené à délibérer pour l'approbation de cette procédure concertée.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation partielle du site historique abritant l'établissement public communal « Maison d'enfants Marie Caizergues »
- d'approuver le retour gratuit de ce bien dans le patrimoine immobilier du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier,
- d'autoriser le CCAS à conclure avec la Maison d'enfants Marie Caizergues une convention d'occupation du domaine public, à compter de la reprise en pleine propriété des locaux par le CCAS,
- d'approuver la reconversion du site portée par le CCAS dans le cadre d'une procédure judiciaire visant la modification des conditions de la donation,
- d'approuver la restitution *in situ* des locaux nécessaires au fonctionnement administratif, technique et d'accueil des usagers et de leurs familles,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation pour le faire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016